



stratorial

Conseil en gestion et finances locales

Première approche prospective

Commune de BEAUGENCY

SCHÉMA DE L'ÉPARGNE pour rappel

RECETTES DE FONCTIONNEMENT

-

DEPENSES DE GESTION

=

Epargne de gestion

*Marges de manœuvre
de la collectivité*

-

*Intérêts
de la dette*

=

Epargne brute ou CAF brute

-

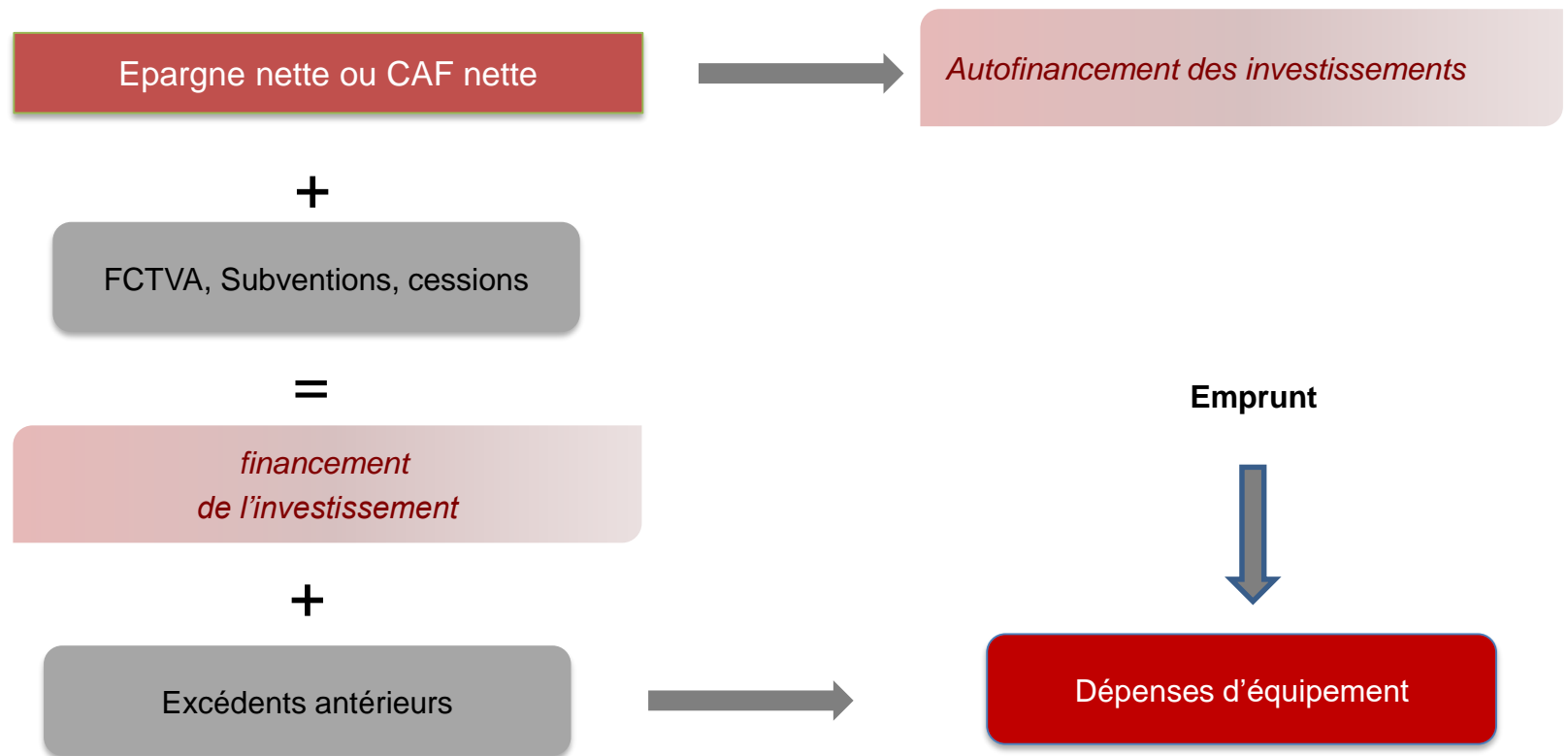
*Remboursement
de la dette*

Epargne nette ou CAF nette

*Autofinancement
des investissements*

- L'épargne brute ou capacité d'autofinancement brute est affectée prioritairement au remboursement de la dette.
- L'épargne nette ou capacité d'autofinancement nette correspond à la part d'autofinancement affectée aux dépenses d'équipements.
- Une fois prises en compte les autres ressources d'investissement (FCTVA, subventions, cessions) :
 - Si les ressources sont insuffisantes pour couvrir les dépenses d'équipement, le financement est complété par emprunt ou prélèvement sur le fonds de roulement.
 - Si les ressources sont supérieures aux dépenses d'équipement, le solde correspond à une augmentation du fonds de roulement.

SCHÉMA DE L'ÉPARGNE pour rappel



- L'épargne brute ou capacité d'autofinancement brute est affectée prioritairement au remboursement de la dette.
- L'épargne nette ou capacité d'autofinancement nette correspond à la part d'autofinancement affectée aux dépenses d'équipements.
- Une fois prises en compte les autres ressources d'investissement (FCTVA, subventions, cessions) :
 - Si les ressources sont insuffisantes pour couvrir les dépenses d'équipement, le financement est complété par emprunt ou prélèvement sur le fonds de roulement.
 - Si les ressources sont supérieures aux dépenses d'équipement, le solde correspond à une augmentation du fonds de roulement.

GLOSSAIRE

<p>Produits de fonctionnement Contributions directes Autres recettes fiscales Produit des services, du domaine et ventes diverses Reversements de fiscalité DGF Autres dotations et versements de l'Etat Subventions et participations des partenaires FNGIR et DCRTP Ressources liées à la péréquation horizontale</p> <p>Autres recettes</p> <p>Charges de fonctionnement Charges à caractère général Charges de personnel nettes des remboursements Autres charges de gestion courante Péréquation horizontale Autres dépenses Charges d'intérêts Travaux en régie</p> <p>Epargne de gestion Charges d'intérêts</p> <p>Epargne Brute Remboursement du capital</p> <p>Epargne Nette Taux d'épargne brute</p>	<p>Recettes réelles de fonctionnement (nette du 013 et du 775) Correspond aux montants des taxes directes perçues (TH,TFB et TFNB) Recettes du chapitre 73 hors contributions directes et attribution de compensation Chapitre 70 Attribution de compensation et DSC Dotation forfaitaire + DSR +DNP Autres recettes perçus au chapitre 74 provenant de l'Etat hors DGF Recettes du chapitre 74 hors dotations d'Etat FNGIR +DCRTP FPIC +FDPTP</p> <p>75-76-77 (le comptes 775: « produits de cession » est retraité et basculé en recette d'investissement)</p> <p>Charges réelles de fonctionnement (nette du 013 et du 722) chapitre 011 Chapitre 012 net du 013 Chapitre 65 FPIC compte 739223 Chapitre 66 hors intérêts de la dette (66111 et 66112) + chapitre 67 + chapitre 68 Compte 66111 + 66112 Compte 722 (vient en minoration)</p> <p>RRF – DRF (hors intérêts de la dette) Compte 66111 +66112 RRF - DRF Compte 1641 Epargne brute - RK Epargne brute / RRF</p>
<p>Dépenses d'investissement Recettes d'investissement</p>	<p>Dépenses réelles d'investissement – remboursement de capital (1641) + 722 (travaux en régie) Recettes réelles d'investissement – emprunts nouveaux (1641) + 775 (produit de cession)</p>

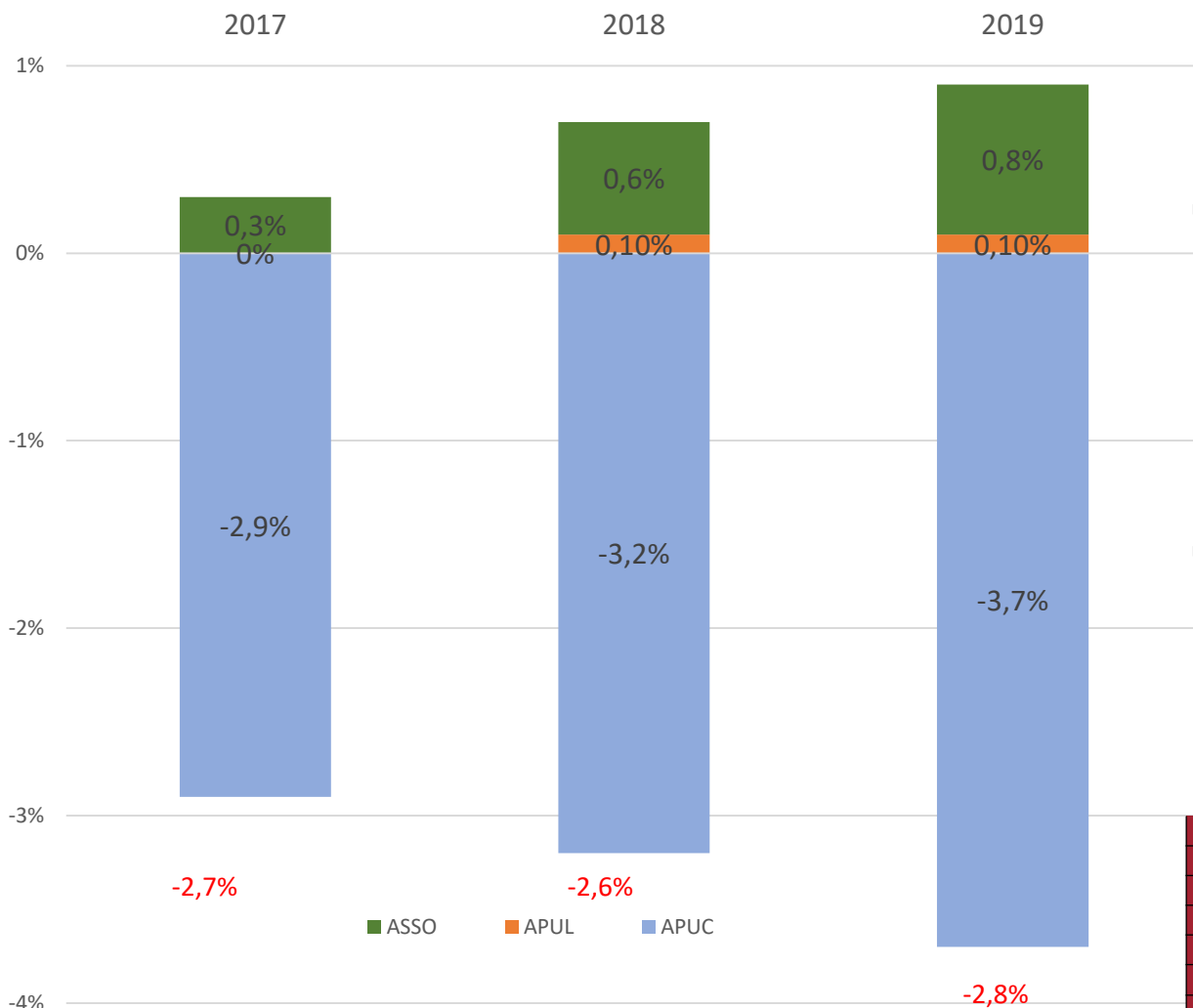
Rétrospective 2014-2018

Contexte général

- Un contexte général de diminution inédit de la DGF avec la Contribution au Redressement des Finances Publiques : -12,5 Mds d'euros entre 2013 et 2017.
- Effet de la fusion sur le niveau des dotations
 - Pour BEAUGENCY : Passage d'une Dotation forfaitaire de 1,4 M€ à 0,84 M€.
- Couplée à une baisse d'autres enveloppes : FDPTP – 200 k€ entre 2012 et 2018
- Au total, baisse de 780 k€ soit 8 % des recettes réelles de fonctionnement.
- Pour conserver des marges financière deux actions :
 - Une maîtrise importante des charges (+0,1% sur la période 2014-2018)
 - Une décision fiscale en 2016 pour compenser partiellement la perte de recettes (pour moins de 50%).
 - 16,81% à 18,67% sur la TH
 - 25,86 % à 28,73% sur la TFB.

LA DECOMPOSITION ET L'EVOLUTION DU DEFICIT

Evolution et composition du solde public

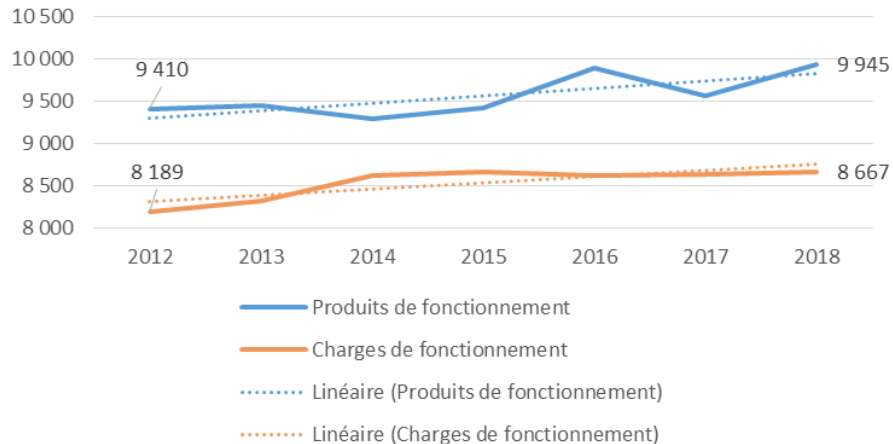


- Le déficit public est passé comme cela avait été prévu sous le seuil des 3% dès 2017 (-2,7%). Il passerait à 2,6% en 2018 pour remonter à 2,8% en 2019.
- La dégradation de 2019 s'explique par une augmentation des dépenses de l'Etat plus rapide que les prélèvements obligatoires liée à la double prise en charge du CICE (dernière année de remboursement + première année d'allègement de charges).
- La trajectoire est conforme à la loi de programmation des finances publiques qui prévoit une amélioration progressive des soldes positifs des collectivités locales (APUL) et surtout à court terme de la Sécurité sociale (ASSO).

DEFICIT PUBLIC EN VALEUR			
En Mds€	2017	2018	2019
APUC	- 67,90	- 81,30	- 98,70
APUL	0,80	1,50	3,10
ASSO	5,00	13,80	20,20
Solde avant r	- 62,10	- 66,00	- 75,40
Solde après r	59,50	60,60	66,70

La Tendence générale en trois graphiques :

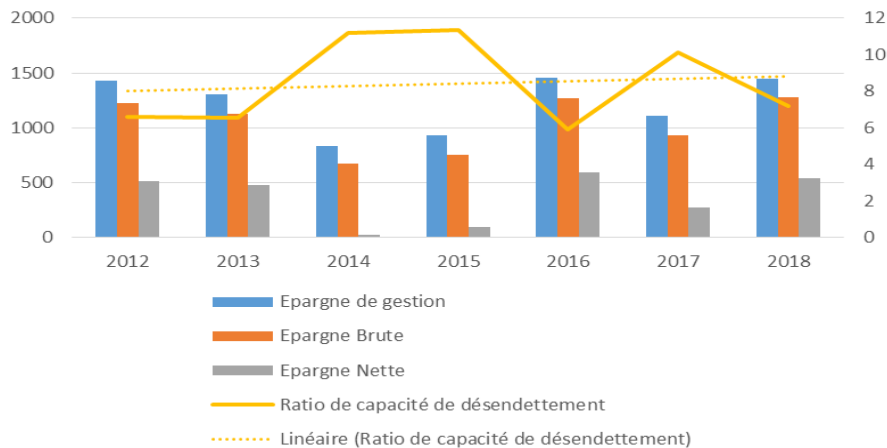
Evolution comparée dépenses recettes



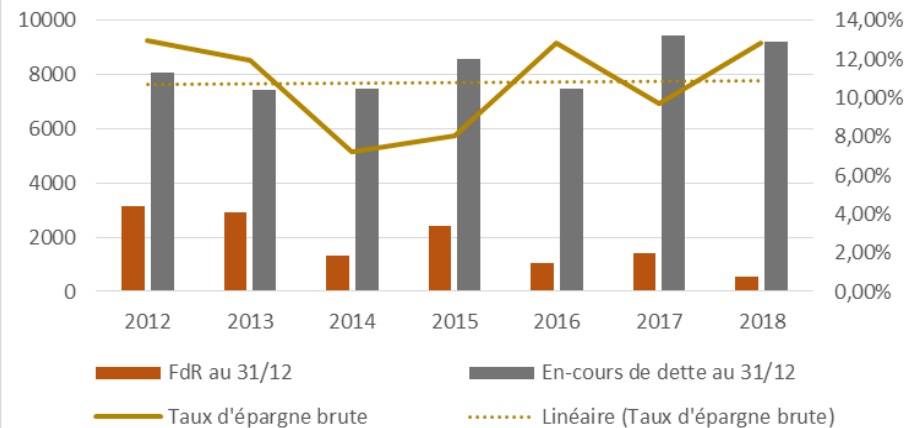
- 2016 : cession + évolution des taux
- 2018 : dynamique fiscale et produit des services
- Charges: stagnation sur 2016 et 2017.

- Un ratio de CD moyen autour de 8 ans
- Des niveaux d'épargne stabilisés
- Une encours de dette en augmentation mais qui ne perturbe pas les équilibres
- Un taux d'épargne brute correcte

Evolution des épargnes et du ratio de désendettement



Fonds de roulement, encours de dette et taux d'épargne brute



FORMATION DE L'ÉPARGNE (section de fonctionnement)

SYNTHESE						
en k€	Δmoy ou moyenne	2014	2015	2016	2017	2018
Produits de fonctionnement	+1,7%	9 288	9 419	9 896	9 564	9 945
Contributions directes	+4,9%	3 486	3 637	4 013	4 097	4 218
Autres recettes fiscales	+4,6%	371	415	389	483	446
Produit des services, du domaine et ventes diverses	+5,8%	1 067	1 169	1 090	1 050	1 337
Reversements de fiscalité	-0,2%	1 704	1 692	1 681	1 681	1 694
DGF	-6,6%	1 789	1 599	1 466	1 412	1 359
Autres dotations et versements de l'Etat	+2,7%	169	180	147	199	188
Subventions et participations des partenaires	+1,4%	152	121	111	100	160
FNGIR et DC RTP	-0,0%	91	91	78	83	90
Ressources liées à la péréquation horizontale	-5,1%	167	166	169	154	135
Autres recettes	+2,0%	293	350	752	305	317
Charges de fonctionnement	+0,1%	8 618	8 662	8 623	8 633	8 667
Charges à caractère général	-2,1%	2 280	2 186	2 042	2 052	2 096
Charges de personnel nettes des remboursements	+1,1%	5 556	5 725	5 712	5 818	5 794
Autres charges de gestion courante	-0,7%	726	566	684	705	705
Péréquation horizontale	n/a	0	46	82	0	0
Autres dépenses	+2,2%	21	51	54	50	23
Charges d'intérêts	+0,5%	165	173	181	175	169
Travaux en régie	-2,2%	-131	-85	-132	-168	-120
Epargne de gestion	+15%	835	929	1 454	1 106	1 447
Charges d'intérêts	+1%	165	173	181	175	169
Epargne Brute	+17,5%	670	757	1 272	931	1 278
Remboursement du capital	+3,6%	642	660	680	661	740
Epargne Nette	+111,0%	27	97	593	270	538
Taux d'épargne brute	10,1%	7,2%	8,0%	12,9%	9,7%	12,9%

Sur la période 2014-2018, la commune a connu une période de croissance avec une forte hausse de l'épargne (environ +500K€).

Cette croissance de l'épargne s'explique principalement par une maîtrise des charges, puisque sur la période celles-ci sont maintenues sur la période (+0,1M en moyenne par an). Cette faible hausse est expliquée par un équilibre entre la baisse des charges à caractère général (compte 011) et la hausse des charges du personnel (compte 012-013).

Dans le même temps les produit de fonctionnement augmente de 1,7% par an avec nettement la hausse des contributions directes (+800K€) ainsi qu'une forte hausse des recettes au produit du domaine et service en 2018 malgré le replis de la DGF.

INVESTISSEMENT ET DETTE

en k€	Δ moy ou moyenne	2014	2015	2016	2017	2018
Dépenses d'investissement	3 212	2 960	1 820	2 283	5 269	3 726
Dont dépenses d'équipement	3 212	2 960	1 820	2 283	5 269	3 726
Recettes d'investissement	1 175	608	1 097	653	1 676	1 840
Besoin de financement des investissements	2 037	2 351	722	1 630	3 593	1 886
Epargne nette	305	27	97	593	270	538
Emprunts nouveaux	1 110	700	1 750	0	2 600	500
Variation du fonds de roulement	-622	-1 624	1 124	-1 038	-723	-848
FdR au 31/12	1 348	1 310	2 434	1 030	1 407	559
En-cours de dette au 31/12	8 435	7 479	8 569	7 496	9 435	9 195
Ratio de capacité de désendettement	9,1	11,2	11,3	5,9	10,1	7,2

En €/habitant	Beaugency	Moyenne nationale	Coefficient de proportionnalité
Epargne brute	119	179	0,66
dépenses liée à l'équipement	675	298	2,27
Remboursement de capital annuel	85	83	1,02
Encours de dette	1209	849	1,42

Un investissement moyen de 3,2 M€ contre 1,2 M de recette, ce qui induit un coût de financement moyen des investissements de 2,37 M€ des investissements.

Couverture des investissements par de l'épargne : 15%, le reste est financé par la mobilisation de nouveaux emprunts et les réserves.

L'encours de dette = 9,2M€ fin 2018 (soit +1,5M€). Le ratio de capacité de désendettement atteint 7,2 années (seuil critique fixé à 12 ans par l'état).

Un stock de dette plus important (1,42 fois supérieur à la moyenne nationale), mais des investissements **2,27 fois plus conséquent que la moyenne nationale**.

En conclusion : une situation saine sans toutefois être particulièrement confortable. Obligation de tenir le cap dans la durée.

Retour su l'analyse de la CRC

en k€	2012	2014	2016	2018
Produits de fonctionnement	9 410	9 288	9 896	9 945
Contributions directes	3 382	3 486	4 013	4 218
Autres recettes fiscales	403	371	389	446
Produit des services, du domaine et ventes diverses	1 002	1 067	1 090	1 337
Reversements de fiscalité	1 704	1 704	1 681	1 694
DGF	1 796	1 789	1 466	1 359
Autres dotations et versements de l'Etat	211	169	147	188
Subventions et participations des partenaires	84	152	111	160
FNGIR et DCRTP	91	91	78	90
Ressources liées à la péréquation horizontale	349	167	169	135
Autres recettes	387	293	752	317
Charges de fonctionnement	8 189	8 618	8 623	8 667
Charges à caractère général	2 285	2 280	2 042	2 096
Charges de personnel nettes des remboursements	5 117	5 556	5 712	5 794
Autres charges de gestion courante	676	726	684	705
Autres dépenses	56	21	54	23
Charges d'intérêts	208	165	181	169
Travaux en régie	-160	-131	-132	-120
Epargne de gestion	1 429	835	1 454	1 447
Charges d'intérêts	208	165	181	169
Epargne Brute	1 221	670	1 272	1 278
Remboursement du capital	705	642	680	740
Epargne Nette	516	27	593	538
Besoin de financement des investissements	564	2 351	1 630	1 886
FdR au 31/12	3 148	1 310	1 030	559
En-cours de dette au 31/12	8 080	7 479	7 496	9 195
Ratio de capacité de désendettement	6,6	11,2	5,9	7,2
Taux d'épargne brute	13,0%	7,2%	12,9%	12,9%

Les niveaux d'épargne de 2012 on progressivement été reconstitués

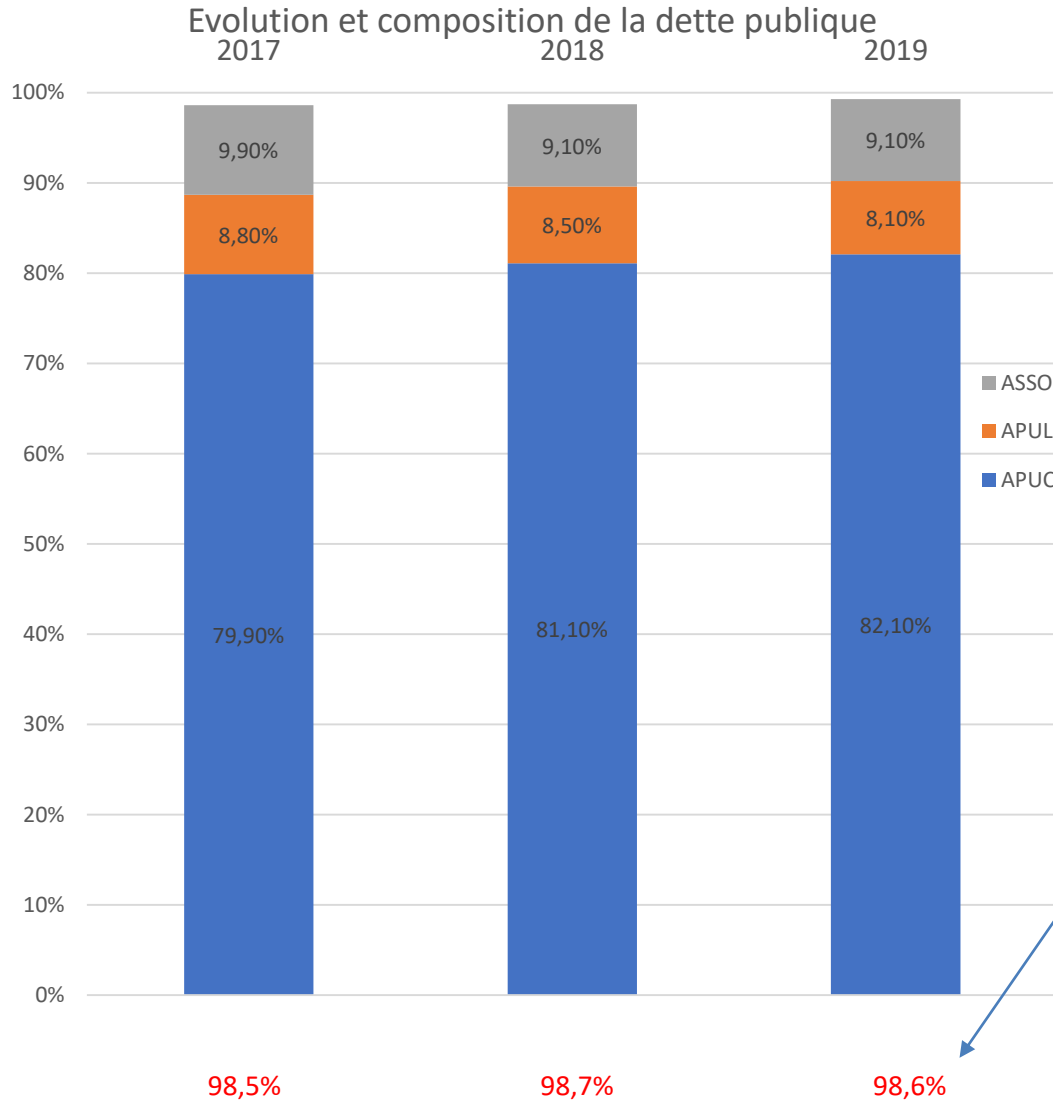
Malgré la baisse des dotations et une hausse de l'endettement en 2018,

On constate :

- Des niveaux d'épargne similaires,
- Un ratio de désendettement proche,
- Un taux d'épargne brute identique.
- Néanmoins, les marges de manœuvre restent tenues.

Première approche prospective 2018-2022

LA DECOMPOSITION ET L'EVOLUTION DE LA DETTE PUBLIQUE

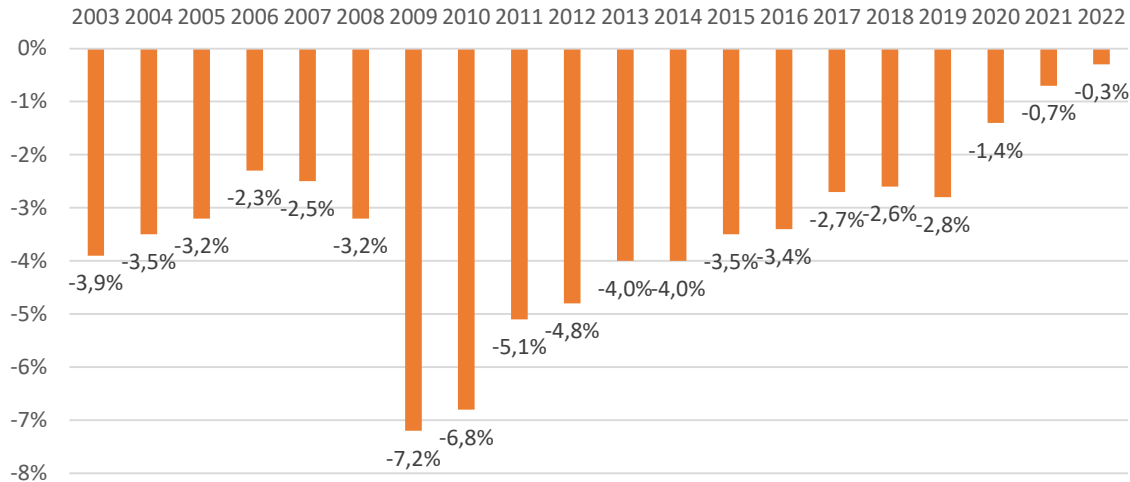


- La dette de l'Etat poursuit sa croissance.
- Cette évolution est compensée par la réduction de la dette des collectivités locales et de la Sécurité Sociale

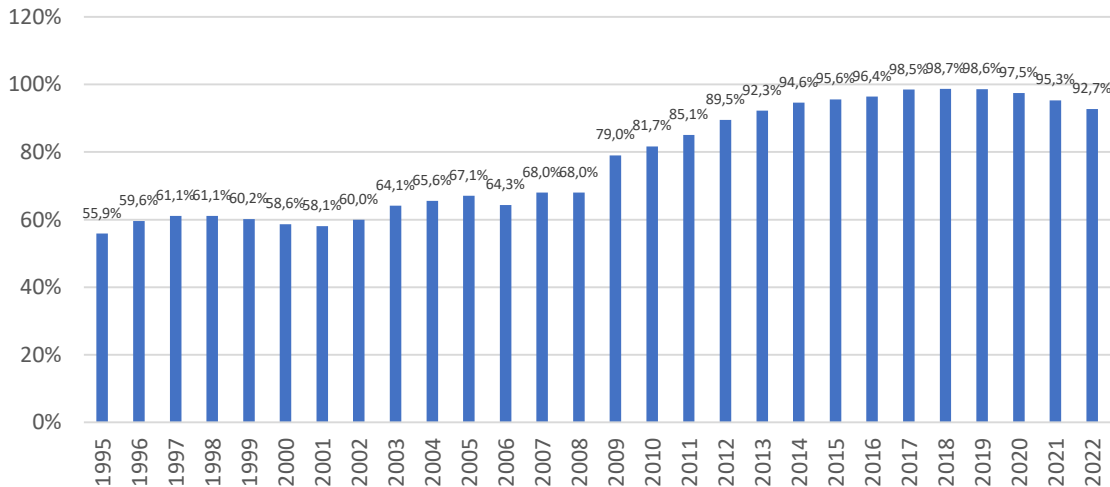
2386 Mds €

LA TRAJECTOIRE DE REDUCTION DU DEFICIT ET DE LA DETTE

Trajectoire du déficit public



Trajectoire de la dette publique



- La poursuite de la trajectoire de réduction du déficit est ambitieuse avec l'atteinte d'un solde quasi-nul en 2022.
- Cela implique une décre de 2,5 points en 3 ans avec une étape complexe à négocier constituée par l'exercice 2019 (-1,4 points). En effet, seule une part minoritaire de cette baisse pourra être alimentée par la baisse de la charge du CICE. Le reste dépendra notamment de la capacité de l'Etat à réaliser des économies de fonctionnement.
- L'autre composante de la réduction du déficit à compter de 2019 est constituée par les collectivités locales qui seront appelées à dégager un solde positif de 0,7 % en 2022 au lieu de 0,1% en 2019, via une réduction de leurs dépenses en volume.
- La dette continue sa progression en 2019 et est appelée à régresser à compter de 2020 sous l'effet du désendettement de la Sécurité sociale et des collectivités locales.

CROISSANCE DES DÉPENSES PUBLIQUES EN VOLUME

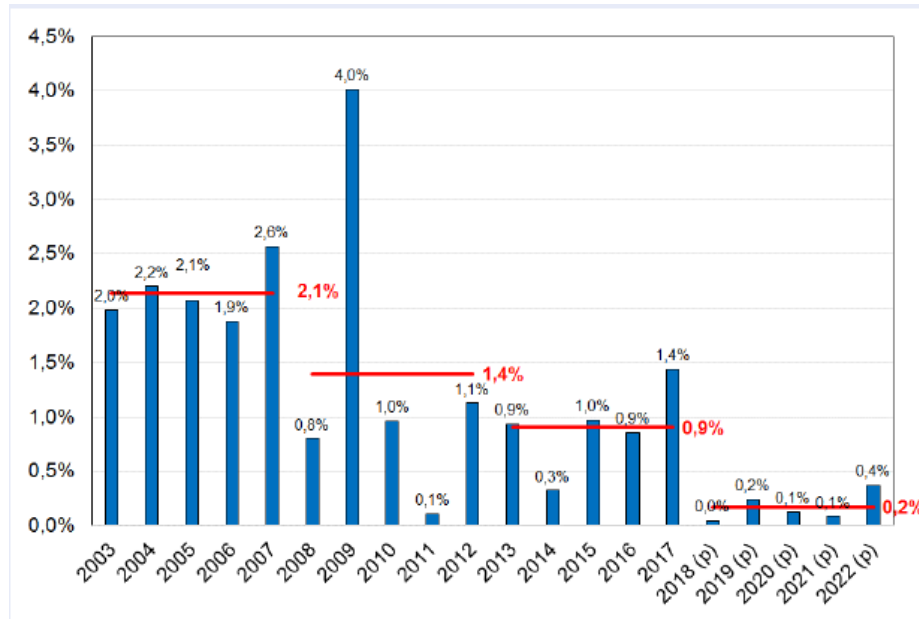


Tableau issu des perspectives des finances publiques du rapport du CESE relatif au PLF 2019

Depuis le début des années 2000, on constate une évolution des dépenses publiques en volume en plusieurs phases :

- Le gouvernement estime que l'effort de consolidation devrait permettre d'atteindre une croissance annuelle moyenne de 0,2%.

LES DÉPENSES DES APUL

Dépenses des administrations publiques locales

	Niveaux 2017		Évolution		
	Md€	%	2017	2018	2019
Total dépenses	255,4	100 %	2,5 %	2,3 %	2,3 %
Dépenses hors investissement*	201,9	79 %	1,6 %	0,9 %	1,2 %
<i>dont consommations intermédiaires hors SIFIM</i>	48,1	19 %	1,8 %	0,8 %	1,4 %
<i>dont rémunérations des salariés</i>	81,5	32 %	2,3 %	0,9 %	1,1 %
<i>dont prestations sociales et transferts sociaux</i>	26,2	10 %	0,6 %	2,8 %	1,7 %
Investissement*	53,5	21 %	6,0 %	7,4 %	6,3 %
<i>dont formation brute de capital fixe (FBCF) hors Société du Grand Paris</i>	42,3	17 %	5,8 %	5,8 %	4,9 %

Tableau issu des perspectives des finances publiques du rapport du CESE relatif au PLF 2019

* Investissement au sens de la formation brute de capital et des transferts en capital (= subventions d'équipement).

Les prévisions du gouvernement en ce qui concerne les dépenses des administrations publiques locales font apparaître les éléments suivant :

- Une maîtrise des dépenses hors investissement conformément à la loi de programmation des dépenses publiques 2018-2022.
- Les investissements devraient eux poursuivre leur dynamique du fait du cycle électoral (après l'important creux de début de mandat municipal) puisque les communes et leurs groupements représentent plus de 60% des investissements réalisés par les collectivités.

METHODOLOGIE : PREMIERE APPROCHE PROSPECTIVE

Proposition de trois scénarios qui dans chaque cas recherche une stabilité financière dans la durée.

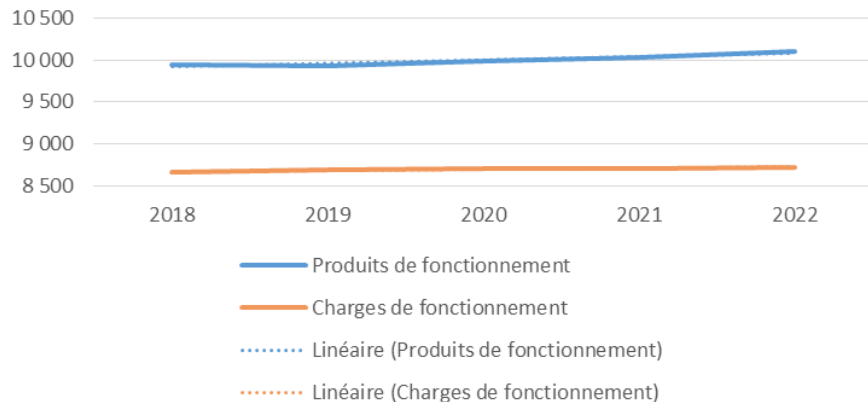
Eléments communs aux scenarios:

- Evolution de la fiscalité via la seule revalorisation des bases.
- **Avec la grande incertitude autour de la dynamique de la recette de remplacement de la taxe d'habitation à partir de 2020.**
- Baisse de la DGF: -100K€ sur la période (effet de la hausse du potentiel financier liée à la fusion des communautés de communes).

- Un premier scénario, avec un maintien du niveau des recettes actuelles (hors baisse dotation d'Etat et hausse de la fiscalité) et une légère hausse des dépenses (+1% sur le 011 et 0% d'évolution sur le 012 et le 65: cela signifie donc que ces deux potes voient leurs charges diminuer en tenant compte de l'inflation).
- Un second scénario identique au premier mais avec une majoration des investissements à compter de 2021 (+750 k€ / an = 2,25 M€ / an).
- Un troisième scénario visant à dégager des marges complémentaires à investissement constant.

Le scénario 1 en trois graphiques :

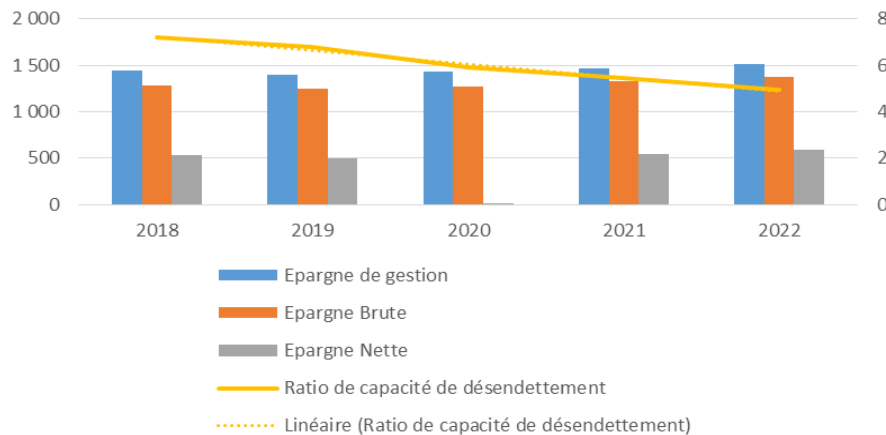
Evolution comparée dépenses recettes de fonctionnement



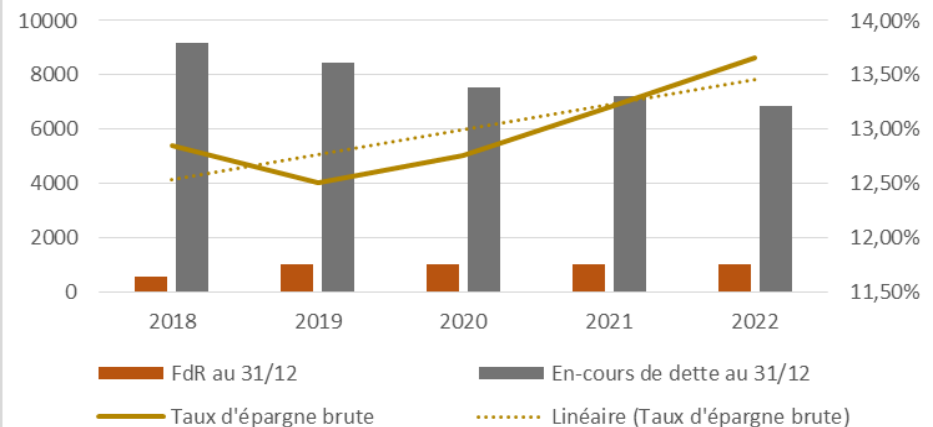
- Très forte maîtrise des charges
- Atonie des recettes,
- Pas de marges sans action sur les dépenses
- Car l'ajustement par les recettes restera compliqué.

- Malgré la légère hausse des dépenses,
- L'investissement contenu permet un désendettement qui améliore l'épargne
- Une reconstitution progressive des capacités d'autofinancement

Evolution des épargnes et du ratio de désendettement



Fonds de roulement, encours de dette et taux d'épargne brute



SCENARIO 1

SYNTHESE					
en k€	2018	2019	2020	2021	2022
Produits de fonctionnement	9 945	9 933	9 981	10 036	10 103
Contributions directes	4 218	4 345	4 432	4 520	4 611
Autres recettes fiscales	446	433	433	433	433
Produit des services, du domaine et ventes diverses	1 337	1 300	1 300	1 300	1 300
Reversements de fiscalité	1 694	1 694	1 694	1 694	1 694
DGF	1 359	1 321	1 298	1 277	1 263
Autres dotations et versements de l'Etat	188	179	179	179	179
Subventions et participations des partenaires	160	123	123	123	123
FNGIR et DC RTP	90	90	87	83	83
Ressources liées à la péréquation horizontale	135	115	104	93	84
Autres recettes	317	333	333	333	333
Charges de fonctionnement	8 667	8 691	8 707	8 705	8 723
Charges à caractère général	2 096	2 117	2 138	2 159	2 181
Charges de personnel nettes des remboursements	5 794	5 794	5 794	5 794	5 794
Autres charges de gestion courante	705	705	705	705	705
Autres dépenses	23	36	36	36	36
Charges d'intérêts	169	159	154	136	127
Travaux en régie	-120	-120	-120	-120	-120
Epargne de gestion	1 447	1 401	1 428	1 461	1 506
Charges d'intérêts	169	159	154	136	127
Epargne Brute	1 278	1 242	1 274	1 325	1 379
Remboursement du capital	740	749	1 255	782	787
Epargne Nette	538	493	19	544	593
Dépenses d'investissement	3 726	1 500	1 500	1 500	1 500
Dont dépenses d'équipement	3 726	1 500	1 500	1 500	1 500
Recettes d'investissement	1 840	1 458	1 137	497	497
Besoin de financement des investissements	1 886	42	363	1 003	1 003
Epargne nette	538	493	19	544	593
Emprunts nouveaux	500	0	344	459	410
Variation du fonds de roulement	-848	451	0	0	0
FdR au 31/12	559	1 010	1 010	1 010	1 010
En-cours de dette au 31/12	9 195	8 446	7 535	7 213	6 837
Ratio de capacité de désendettement	7,2	6,8	5,9	5,4	5,0
Taux d'épargne brute	12,9%	12,5%	12,8%	13,2%	13,7%

Dans ce premier scénario, la commune maintient un niveau de recettes équivalent sur la période. La croissance des bases fiscales permet d'absorber la réduction de la DGF.

Les dépenses augmentent de 1% par an sur le 011 uniquement soit (+100 K€ environ).

L'épargne progresse, en raison du désendettement.

Un niveau d'investissement de 1,5 M€ par an. En effet hormis dégagement de marge de manœuvre en fonctionnement le niveau d'investissement devra être limité sous peine d'une progression du stock de dette.

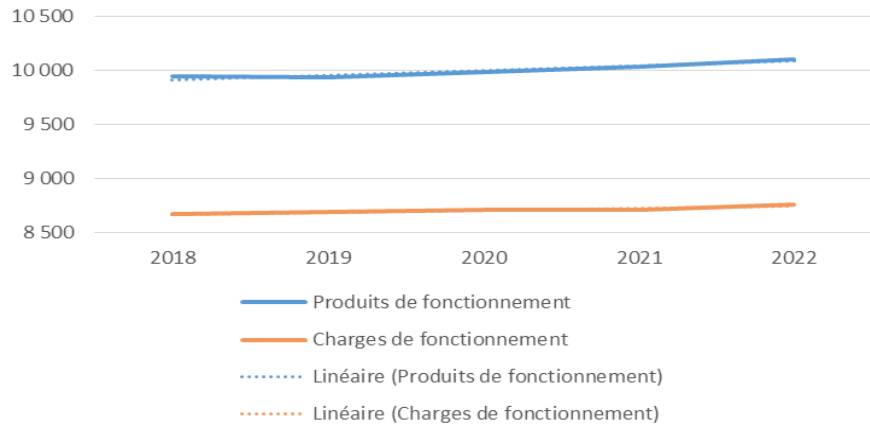
Le remboursement de capitale étant de 700 K€ un emprunt inférieur permet de financer des investissements tout en continuant à se désendetter. Attention cette solution n'est pas viable sur le long terme.

En fin d'exercice 2022 le niveau d'épargne brute est de 13,7% et le ratio de capacité de désendettement atteint 5 années.

Le fonds de roulement pour éviter tout problème de trésorerie est maintenu à un niveau de 1 M€ ..

Le scénario 2 en trois graphiques :

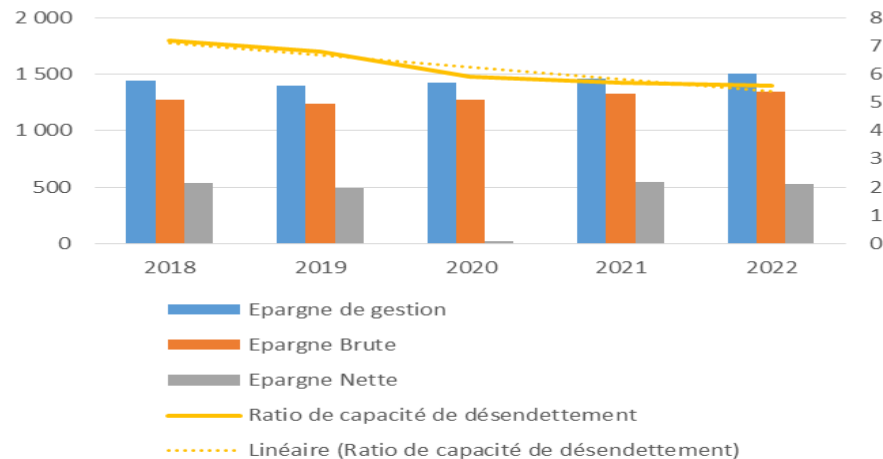
Evolution comparée dépenses recettes de fonctionnement



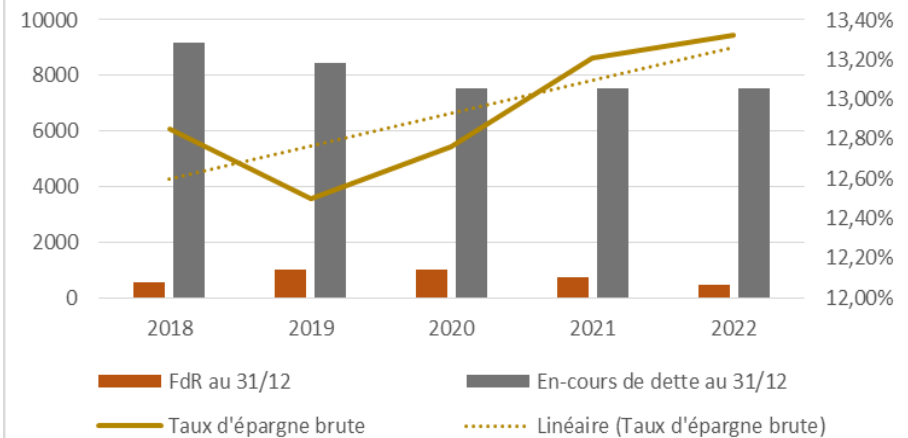
- Très forte maîtrise des charges
- Atonie des recettes,
- Pas de marges sans action sur les dépenses
- Car l'ajustement par les recettes restera compliqué.

- Jusqu'en 2022 la situation reste stable mais ce tend malgré un contrôle important des charges.
- Les investissements complémentaires mobilisent de l'emprunt mais aussi le fonds de roulement, très faible en 2022. des capacités d'autofinancement

Evolution des épargnes et du ratio de désendettement



Fonds de roulement, encours de dette et taux d'épargne brute



SCENARIO 2

en k€	2018	2019	2020	2021	2022
Produits de fonctionnement	9 945	9 933	9 981	10 036	10 103
Contributions directes	4 218	4 345	4 432	4 520	4 611
Autres recettes fiscales	446	433	433	433	433
Produit des services, du domaine et ventes diverses	1 337	1 300	1 300	1 300	1 300
Reversements de fiscalité	1 694	1 694	1 694	1 694	1 694
DGF	1 359	1 321	1 298	1 277	1 263
Autres dotations et versements de l'Etat	188	179	179	179	179
Subventions et participations des partenaires	160	123	123	123	123
FNGIR et DC RTP	90	90	87	83	83
Ressources liées à la péréquation horizontale	135	115	104	93	84
Autres recettes	317	333	333	333	333
Charges de fonctionnement	8 667	8 691	8 707	8 710	8 756
Charges à caractère général	2 096	2 117	2 138	2 159	2 181
Charges de personnel nettes des remboursements	5 794	5 794	5 794	5 794	5 794
Autres charges de gestion courante	705	705	705	705	705
Autres dépenses	23	36	36	36	36
Charges d'intérêts	169	159	154	136	160
Travaux en régie	-120	-120	-120	-120	-120
Epargne de gestion	1 447	1 401	1 428	1 461	1 506
Charges d'intérêts	169	159	154	136	160
Epargne Brute	1 278	1 242	1 274	1 325	1 346
Remboursement du capital	740	749	1 255	782	817
Epargne Nette	538	493	19	544	530
Dépenses d'investissement	3 726	1 500	1 500	2 250	2 250
Dont dépenses d'équipement	3 726	1 500	1 500	2 250	2 250
Recettes d'investissement	1 840	1 458	1 137	647	647
Besoin de financement des investissements	1 886	42	363	1 603	1 603
Emprunts nouveaux	500	0	344	800	800
Variation du fonds de roulement	-848	451	0	-259	-273
FdR au 31/12	559	1 010	1 010	751	477
En-cours de dette au 31/12	9 195	8 446	7 535	7 554	7 537
Ratio de capacité de désendettement	7,2	6,8	5,9	5,7	5,6
Taux d'épargne brute	12,9%	12,5%	12,8%	13,2%	13,3%

Un investissement porté 2,25 M€ est envisageable.

Toutefois, il consomme le fonds de roulement ce qui complique le financement des investissements futurs.

Techniquement, le niveau d'investissement peut difficilement dépasser la proposition de ce scénario.

La capacité maximale cumulée sur les 4 prochaines années serait de 7,5 M€.

Au-delà, des marges de manœuvre devraient être dégagées.

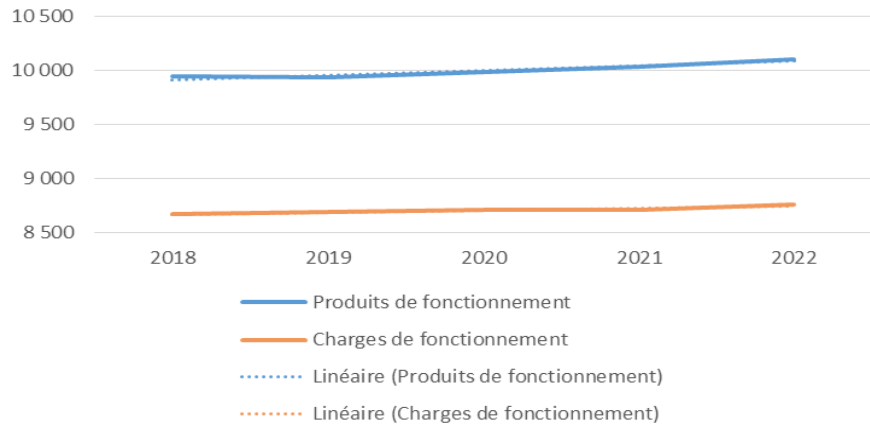
SCENARIO 3

en k€	2018	2019	2020	2021	2022
Produits de fonctionnement	9 945	9 933	9 981	10 036	10 103
Charges de fonctionnement	8 667	8 691	8 707	8 710	8 752
<i>Marges de gestion</i>			75	175	275
Epargne de gestion	1 447	1 401	1 578	1 811	2 056
Charges d'intérêts	169	159	154	136	156
Epargne Brute	1 278	1 242	1 349	1 500	1 625
Remboursement du capital	740	749	1 255	782	812
Epargne Nette	538	493	94	719	1 089
Dépenses d'investissement	3 726	1 500	1 500	2 250	2 250
Dont dépenses d'équipement	3 726	1 500	1 500	2 250	2 250
Recettes d'investissement	1 840	1 458	1 137	647	647
Besoin de financement des investissements	1 886	42	363	1 603	1 603
Emprunts nouveaux	500	0	269	700	700
Variation du fonds de roulement	-848	451	0	-184	186
FdR au 31/12	559	1 010	1 010	826	1 011
En-cours de dette au 31/12	9 195	8 446	7 460	7 379	7 267
Ratio de capacité de désendettement	7,2	6,8	5,5	4,9	4,5
Taux d'épargne brute	12,9%	12,5%	13,5%	15,0%	16,1%

- Il s'agit ici de dégager de manière cumulée sur trois ans 275 k€ de marges.
- Le levier d'action n'est pas identifié ici.
- Ceci permettrait de consolider l'épargne et de diminuer l'emprunt d'équilibre.
- Le fonds de roulement serait moins consommé.
- Une amélioration des conditions de financement des investissements.

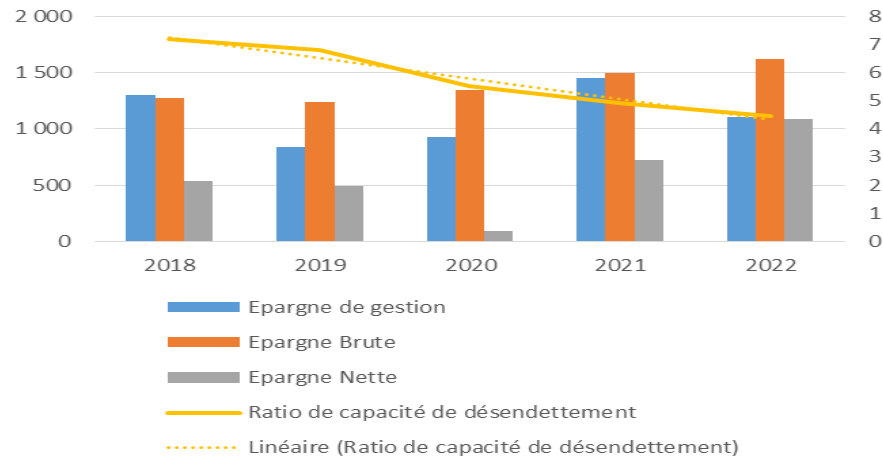
Le scénario 3 en trois graphiques :

Evolution comparée dépenses recettes de fonctionnement

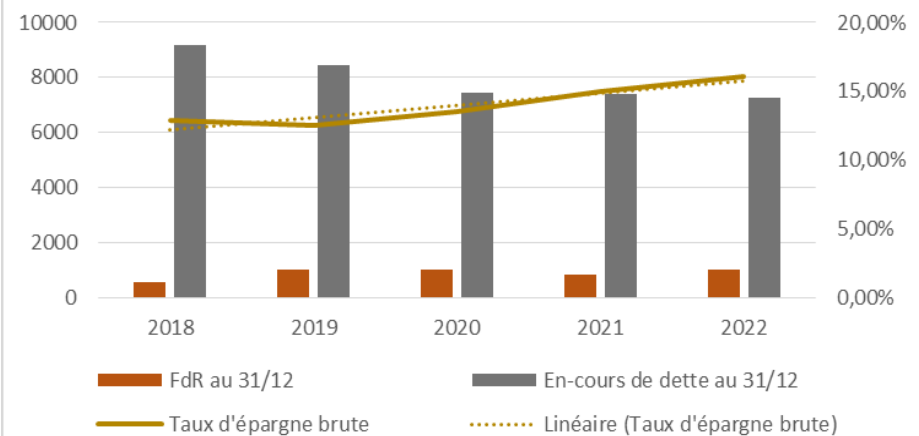


- Très forte maîtrise des charges
- Atonie des recettes,
- Pas de marges sans action sur les dépenses
- Car l'ajustement par les recettes restera compliqué.

Evolution des épargnes et du ratio de désendettement



Fonds de roulement, encours de dette et taux d'épargne brute



ZOOM SUR LES MARGES DE MANŒUVRE POUR LE SCENARIO 2

montant nécessaire	275
--------------------	-----

	moyenne 2020-2022	part dans le total	repartition des 225K€	Economie à réalisé sur un an
011	2 159	0,3	75	3%
012	5 794	0,7	200	3%
total	7 953	1,0	275	3%

reparti sur 3 ans en K€ et %	
19	0,86%
50	0,86%
69	0,86%

	produit fiscal en K€	part dans le total TH+TFB	K€ pour 1 point de fiscalité	K€ nécessaire
Th	1777	0,44	95	120
TFB	2296	0,56	80	155
TOTAL	4073	1		275

Point de fiscalité nécessaire
1,26%
1,94%

Pour conclure en quelques mots:

- Rien ne permet d'anticiper une croissance des recettes au cours des prochains
 - Le transfert de la taxe foncière départementale aux communes après suppression de la TH ne signifie pas majoration !
 - Côté DGF, la situation financière de l'Etat ne permet pas de croire à un changement de cap.
- Les majorations de la fiscalité seront d'autant plus compliquées qu'elles ne concerneront qu'une partie de la population :
 - Les entreprises,
 - Et les propriétaires.
- Dans ce paysage durable,
 - Beaugency doit exercer ses compétences en poursuivant sa maîtrise des charges.
 - Avec toute la difficulté à dégrader une situation correcte mais comportant peu de marges.